

**la fédération
du finistère
du Parti
Communiste
Français**

propose :

**le progrès
social**

**le progrès
économique**

**une bretagne
prospère**



POUR VOS KERMESSES

SALOU - BIJOUX

BIJOUTERIE FANTAISIE - PORTE-CLES, BADGES etc

GROS - F. SALOU - REPRESENTANT - 1/2 GROS

81, rue Jules-Guesde, 81

BREST

Tél. 44-60-47

TRANSPORTS ISTIN

Téléphone : 2-43 et 28-72

Services réguliers Paris et Nantes

Ty Bos — QUIMPER



DEPOT A PARIS :

67, rue Benoit-Malon - GENTILLY

Téléphone : 253-57-05

COUTURIER MEUBLES
et DECORATION

QUIMPER Tél. 384

KERSALE - Route de Pont-L'Abbé

1 000 m2 de parking

Chantiers

A. STEPHAN & C^{ie}

29 S. CONCARNEAU

MOUSQUETAIRES - CAVALES
CARAVELLES - CIGOGNES
CARAVELLES

sommaire

UNE SITUATION INQUIETANTE LES MAUVAIS COUPS

La suppression du Réseau Breton
La pêche à l'heure des importations
Les agriculteurs et le Marché Commun
... Et les Bretons émigrent
Une politique malthusienne du logement
26 milliards pour des sous-marins
Trois déclarations... et la réalité.

NOUS PROPOSONS DES SOLUTIONS

Améliorer le sort des travailleurs
Donner aux femmes le temps de vivre
Donner aux jeunes le présent et l'avenir
Un programme démocratique de l'enseignement
Résoudre les problèmes de la modernisation
E.L. 4 - E.D.F. Brennilis
Une agriculture moderne
Des ports tournés vers l'avenir
Pour un tourisme florissant

CONCLUSION

Pas de Bretagne prospère sans une France démocratique



Une situation inquiétante

Les prochaines élections législatives seront une étape très importante sur le chemin qui mène à la démocratie, à une politique de progrès social et de Paix.

LES RAISONS DE NOTRE OPPOSITION AU POUVOIR GAULLISTE

Les communistes le combattent depuis son avènement comme étant le pouvoir des monopoles capitalistes. Régime antidémocratique, il sacrifie les intérêts des travailleurs et de la nation aux privilèges du grand capital et à la course aux armements. Depuis 1957, la production a augmenté de 60 %, la productivité de 50 %. Les profits des 10 plus grosses sociétés capitalistes ont ainsi augmenté de 105 % entre 1958 et 1964. Mais le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué. 4 millions de salariés gagnent moins de 60.000 A.F. par mois. Le nombre de salariés assujettis à l'impôt sur le revenu a doublé en 8 ans. Le V^e Plan aggravera cette situation. Il vise à accélérer la concentration capitaliste, à assurer le maximum de profits aux monopoles tandis que les salaires et prestations sociales sont sévèrement limités. Il prévoit 600.000 travailleurs excédentaires, surtout des jeunes, en 1970. L'enseignement subit les méfaits du régime. La moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles quittent l'école sans métier en raison de l'insuffisance criante des établissements d'enseignement technique.

Le nombre de logements sociaux mis en chantier est insuffisant. Le prix des loyers est continuellement augmenté. Les équipements sociaux, culturels, hospitaliers, sportifs, accusent un retard considérable du fait de l'insuffisance des crédits qui leur sont réservés tandis que le pouvoir engloutit des sommes démesurées dans la force de frappe atomique. 60.000 exploitations familiales agricoles disparaissent chaque année. 1 million et demi de personnes âgées n'ont qu'une allocation de 5 F. par jour pour vivre. Les droits acquis des anciens combattants sont violés. **Le caractère antidémocratique du régime s'accroît pour tenter d'imposer aux travailleurs une politique antisociale :**
— atteintes aux libertés syndicales, aux droits acquis des travailleurs,
— réformes administratives réduisant les moyens et prérogatives des assemblées élues,
— main mise renforcée du gouvernement sur la radio-télévision,
— aggravation du caractère immoral de la loi électorale.

INSTAURER UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE

Cette politique antisociale et antidémocratique provoque le mécontentement légitime de toutes les couches de la population laborieuse.

Pour l'amélioration durable et sensible de leur sort, un chan-

gement complet d'orientation politique est indispensable. Pour réaliser une grande politique nationale de progrès et de paix, il faut à la France un régime démocratique. Une démocratie authentique associant le peuple à la direction des affaires publiques, voilà le ressort de la puissance en même temps que la garantie de la stabilité.

La Constitution gaulliste que propose de conserver le réactionnaire Lecanuet concentre tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme pour le plus grand profit d'une minorité de possédants. **Pour mettre fin à ce pouvoir personnel, il est indispensable d'abroger les dispositions constitutionnelles sur lesquelles il repose.**

Afin d'assurer à la fois l'épanouissement de la démocratie et la stabilité gouvernementale, le Parti Communiste propose :
— une Assemblée Nationale élue au suffrage universel dont la tâche essentielle sera de faire les lois et de contrôler le gouvernement,
— un gouvernement effectivement responsable devant l'Assemblée Nationale.

Exposition de la souveraineté du peuple, la démocratie véritable comporte :

- ◆ le respect du droit de l'homme et du citoyen,
- ◆ la libre activité des partis et des syndicats,
- ◆ la juste représentation du peuple dans toutes les assemblées par la représentation proportionnelle,
- ◆ la sauvegarde et l'extension des libertés communales et départementales,
- ◆ la démocratisation de l'appareil d'Etat,
- ◆ un statut démocratique de la fonction publique,
- ◆ la séparation de l'Eglise et de l'Etat,
- ◆ la laïcité de l'Ecole publique,
- ◆ la gestion démocratique de la radio et de la télévision.

LA NECESSITE DE L'UNION

Le pouvoir personnel est né de la division des forces ouvrières et démocratiques. L'union de celles-ci y mettra fin et permettra l'avènement d'une démocratie authentique. Le Parti Communiste Français a toujours été soucieux de l'union des forces de gauche. L'union des partis de gauche a toujours été bénéfique à la classe ouvrière, à la masse de la population laborieuse : semaine de 40 heures, congés payés, office du blé en 1936 ; Sécurité sociale, comités d'entreprises, statut du fermage en 1945.

Aussi, aujourd'hui encore, comme en 1936, comme durant

l'occupation et aussitôt après, s'efforce-t-il de réaliser cette union. Il se félicite que ses efforts et ceux d'autres démocrates commencent à porter leurs fruits.

L'accord qu'il vient de signer avec la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste est un pas en avant. Il concerne non seulement les élections mais la suite pour atteindre des objectifs communs de la plus grande importance pour le peuple et la nation. Cet accord servira de tremplin à une entente encore plus étroite et c'est pourquoi le Parti Communiste Français poursuivra ses efforts pour que celle-ci se concrétise dans un programme commun de gouvernement.

Ainsi les prochaines élections seront l'occasion pour les électeurs de confirmer leur volonté d'union en faisant confiance dès le premier tour de scrutin aux candidats du Parti Communiste Français.

Notre objectif principal est : mettre fin au régime de pouvoir personnel et établir un régime vraiment démocratique permettant de faire une politique de progrès social et de paix.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'avenir de la Bretagne. Aujourd'hui, comme nous allons le voir, les aspects négatifs sont nombreux. Mais les solutions existent. Il suffit de les appliquer.

ILS SONT SOUCIEUX...



les mauvais coups

La suppression du réseau breton

A la veille des élections législatives, les menaces qui pesaient sur le réseau breton se sont brutalement concrétisées. Le pouvoir gaulliste a enfin fait connaître la « solution » que ses technocrates avaient trouvée pour assurer le « développement » économique de la Bretagne intérieure.

Solution très particulière et qui montre un singulier mépris des travailleurs et des aspirations légitimes d'une région, toute entière inquiète pour son avenir.

— 113 cheminots sont mutés à la S.N.C.F. et devront quitter la région de Carhaix ;
— 41 cheminots sont mis à la retraite anticipée ;
— 39 auxiliaires et contractuels sont purement et simplement licenciés ;

— enfin plus de 110 cheminots, restant au R.B., reçoivent cependant d'autres affectations et devront également abandonner la région.

Ce sont donc plus de 330 cheminots qui sont touchés par les mesures d'un gouvernement qui se targue de « faire du social ».

Toutes les lignes partant de Carhaix ferment. Seule la lutte unie des syndicats et de la population a permis d'arracher au pouvoir la mise à voie normale du tronçon Guingamp-Carhaix, ce qui a permis l'implantation de la

Société UNICOPA.

Face à une population dont l'immense majorité est consciente de la richesse que représente le R.B. et surtout des possibilités de développement économique qu'il offrirait, au lieu d'être démantelé, il était, comme nous le réclamons depuis toujours, modernisé et normalisé.

Mais le gouvernement préfère poursuivre sa politique ruineuse de force de frappe — force de frappe dépassée et inutile avant même d'exister — plutôt que de donner à notre région l'infrastructure de communications, essentielle à son essor économique et industriel.

Non, ce n'est pas une utopie que d'exiger la

mise à voie normale de tout le Réseau Breton ; c'est au contraire la seule chance offerte à la Bretagne intérieure de remonter le courant, et d'éviter l'exode massif de sa population.

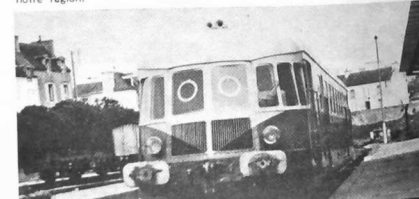
Certains prétendent que la mise sur route du R.B. va dans le sens du progrès alors que nous connaissons tous l'état lamentable de nos routes et que, de plus, la CODER avoue qu'aucun crédit supplémentaire n'a été voté pour la réfection du réseau routier.

Dans sa forme actuelle, 230.000 tonnes sont transitées par le R.B., et cela malgré la lenteur, les moyens archaïques et les transbordements nécessaires.

Si le R.B. était normalisé, comme le préconise notre plan de développement économique, le trafic pourrait facilement doubler, comme le montre l'exemple de la ligne Saint-Brieuc-Loudéac.

Le R.B. n'est donc pas condamné par les faits mais bien par la politique d'un gouvernement soucieux de « placer » ailleurs l'argent que nous lui donnons. La population finistérienne est consciente que ses intérêts sont gravement lésés.

Tous sont conscients de l'utilité d'un réseau ferré adapté aux besoins du développement économique nécessaire à notre région.



La pêche à l'heure des importations

L'industrie de la pêche est menacée. Pour un département comme le Finistère, cela crée une situation extrêmement grave. C'est en effet une large fraction de la population qui vit de la pêche ou des industries annexes. Le sous-emploi et le chômage naissant peuvent s'aggraver rapidement si un remède n'est pas apporté au problème de la pêche.

POURQUOI CETTE SITUATION ?

Il faut souligner que la pêche est l'une des industries françaises destinées à satisfaire les besoins de la population. Or dans la mesure où le pouvoir d'achat des masses travailleuses régresse, ces industries ne

trouvent pas les débouchés suffisants et ne se développent pas.

En premier lieu, la pêche est donc victime de la politique des bas salaires du pouvoir gaulliste.

Avec l'application du Marché commun 150 tonnes de poissons étrangers sont vendues prioritairement chaque jour sur les marchés parisiens. Ceux-ci absorbent quotidiennement environ 500 tonnes. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que les 150 tonnes d'importation pèsent lourdement sur les cours à la production.

De plus, l'importation de 8 000 tonnes de conserves en 1966 a également pesé sur les cours. Il existe naturellement d'autres faits qui entrent en jeu, comme l'insuffisance de l'aide de l'Etat à l'industrie de la pêche ; la commercialisation insuffisamment poussée ; l'absence de propagande en faveur du poisson, etc.

Mais ces faits ne sont que secondaires et en définitive ils ne sont pas autre chose que les conséquences de la politique gaulliste au service des gros monopoles. Seul un gouvernement démocratique, en prenant les mesures propres à équilibrer l'économie du pays, peut assurer la relance véritable d'une activité qui doit rester essentielle.

Cela n'empêche pas, bien au contraire, dans le cadre actuel, la lutte pied à pied des marins pour défendre leur profession menacée. Les luttes sous de multiples formes montrent bien qu'il est possible d'obtenir de meilleures conditions de travail et de rémunération. Les marins l'ont appris dans les actions qu'ils ont menées, dans les manifestations qu'ils ont organisées,

comme à Quimper où, en guise de réponse, le Premier ministre Pompidou lançaït contre eux, à coups de grenades lacrymogènes, ses C.R.S. armés et casqués.

INQUIETUDE ET FAUSSES SOLUTIONS

Dans les chantiers de réparations navales et les « boîtes » mécaniques, l'inquiétude est grande, des licenciements ont eu lieu. Dans les magasins de marée et dans les usines de conserves, dans les fabriques de boîtes vides, tous se posent la question : où va la pêche ? Les commerçants s'interrogent sur l'avenir. Le pouvoir fait quelques promesses mais est incapable d'apporter de véritables solutions. L'aide est accordée au compte-gouttes et seulement pour les plus gros armements. Le F.R.O.M. de Bretagne est mis en route avec des fonds provenant d'une taxe sur le poisson, le gouvernement n'accorde qu'une subvention de départ. Le soutien de quelques espèces par des fonds retirés sur l'ensemble de la vente résoudra-t-il les difficultés ? Les marins ne se font pas d'illusions. « Donnez-moi les moyens d'installer 1 000 points de vente en France et je règle la question », dit une personnalité des milieux maritimes. Cela est utopique et depuis dix ans qu'est formulé ce vœu pieux les choses n'ont fait que s'aggraver.

Les demi-mesures, la politique à la petite semaine n'ont jamais été que de fausses solutions. Elles ne résolvent pas plus le problème de la pêche que celui de l'agriculture.



Les agriculteurs et le marché commun

A la campagne le gouvernement poursuit l'application d'une politique de pression sur les prix à la production, d'élimination des petits et moyens paysans et de concentration agricole. C'est ainsi que dans le Finistère, le nombre des exploitations est tombé de 45 000 à 40 000 de 1962 à 1966.

Le gouvernement opère une discrimination entre les exploitations dites rentables et celles qui sont classées non viables. Aux premières il réserve les avantages qu'il supprime aux secondes et qui sont de ce fait légalement condamnées à disparaître le plus rapidement possible.

A cette politique générale, il faut ajouter qu'au cours de la dernière période, la situation s'est encore aggravée pour nombre d'agriculteurs.

Pour certains produits agricoles, il y a mévente. Ainsi pour les produits avicoles, dans le cadre du Marché Commun, la concurrence hollandaise provoque les pires difficultés, et chacun se demande de quoi l'avenir sera fait. Des productions jadis aussi rentables que la pomme de terre de sélection ne

connaissent plus que des prix moyens malgré des réductions considérables de superficie. D'autres productions comme le petit pois ont été accaparées par les régions de grands propriétaires.

En ce qui concerne les coûts de production, on ne découvre pas de baisses, mais plutôt des hausses. Il en est ainsi des charges fiscales, des cotisations sociales et du matériel industriel.

C'est au prix d'un endettement considérable que de nombreux cultivateurs finistériens pour survivre, ont mécanisé, ont tenté de suivre l'évolution de la technique, le nombre des tracteurs dans le Finistère est passé de 1 000 (1950) à 25 000 (1966), celui des moissonneuses-batteuses de 0 à 916.

Les cultivateurs étaient en droit d'attendre de l'Etat un effort d'équipement agricole parallèle. Or dans quelle situation sont l'habitat rural, les bâtiments d'exploitation, nombre de chemins ruraux. Souvent si l'eau arrive à la ferme c'est le paysan qui a payé l'installation de sa poche, sinon il lui aurait fallu attendre 10 ou 25 ans.

Dans de telles conditions, les jeu-

nes quittent la terre, même des garçons qui voudraient rester, devront partir car ils ne trouveront pas à se marier. Les jeunes filles, lassées d'une vie si ingrate, partent de plus en plus nombreuses.

Et souvent nos jeunes s'en vont sans l'instruction nécessaire, sans le métier qui leur assurerait à la ville la vie décente à laquelle ils aspirent.



...Et les Bretons émigrent

On peut penser que dans le cadre du passage d'une économie traditionnelle à une économie moderne, il soit possible d'envisager certains mouvements au sein des populations. Que le désir de voir du pays soit le propre de la jeunesse, c'est encore possible... Mais quand ces mouvements prennent, comme dans le Finistère, des allures d'hémorragie et mettent en cause l'équilibre démographique de la population, on est en droit de s'alarmer.

Les chiffres pourtant semblent présenter une situation saine comme l'indique le tableau ci-dessous

POPULATION DU FINISTÈRE				
Statistiques 1962				
1954	1962	Accroissement	Excédent naturel	Salde migratoire
728 000	739 000	1,6 %	37 000	- 18 000

La population finistérienne a donc augmenté en valeur absolue, malgré un solde migratoire négatif de



18 000, qui en réalité représente 32 000 départs compensés par 14 000 retours.

Or ces retours sont ceux de retraités qui viennent finir leurs jours dans les villages et les villes où ils sont nés.

Comme ce sont les jeunes qui partent, l'ensemble de la population vieillit peu à peu : l'exemple le plus frappant est celui de Douarnenez où la moitié des « actifs » est à l'âge de la retraite.

La politique gaulliste, de façon insidieuse, tout en ne créant pas d'emplois, contribue à détériorer le potentiel vital de notre région, à créer les conditions qui permettront au pouvoir de refuser ensuite les crédits nécessaires à un département qui manquerait d'hommes. On ne saurait être plus hypocrite !

C'est ainsi que malgré quelques îlots jusqu'à présent préservés comme Brest ou Rennes, la Bretagne se vide de son énergie essentielle : ses hommes et ses femmes les plus jeunes. On estime que depuis 1966, dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans, et dans celle-là uniquement, 1 Breton sur 6 est parti ; 1 Bretonne sur 5 est partie.

Cette estimation révèle en même temps que le sort le plus difficile est encore réservé aux femmes et aux jeunes filles de chez nous.

Par ailleurs, malgré toutes les promesses, le mouvement migratoire ne cesse pas de s'accroître, et la situation de s'aggraver.

Une politique malthusienne du logement

La question du logement n'est pas un problème particulier à la Bretagne. Tous les Français connaissent les mêmes difficultés et bien que le IV^e plan ait dépassé en la matière les pourcentages prévus, le coût des loyers est tel que des milliers de logements neufs restent inoccupés : ils sont inaccessibles aux foyers modestes, aux mal-logés. Ce n'est là qu'un aspect des contradictions du monde capitaliste. On prétend construire des « cités de lumière » et les travailleurs logent dans des locaux vétustes. Pour notre seul département on a dénombré :

— communes urbaines :	12 980 logements vétustes
— communes rurales :	28 080 » »
soit au total :	35 060 » »

dont la date de construction est antérieure à 1870, c'est-à-dire qui ont plus de 100 ans d'âge.

Ceux qui possèdent aujourd'hui un logement convenable ne sont pas légion parmi les 4 millions de salariés qui gagnent moins de 60 000 AF par mois. Et souvent il leur faut se serrer : dans nos villes de plus de 10 000 habitants 20 à 25 % des logements sont surpeuplés. Dans la plus grosse agglomération du département, à Brest, 15 %, 13 300 familles à l'étroit, avec toutes les conséquences que cela entraîne, voilà un aspect finistérien de la question du logement.

De plus, aujourd'hui, arrive la vague

démographique de tous ces jeunes nés au lendemain de la guerre qui sont ou vont être en âge de fonder une foyer. On les logera-t-on ces 25 % de jeunes ménages supplémentaires qui nous promettent les années qui viennent.

Vont-ils devoir retourner aux baraques qui sont nées avec eux et où, 20 ans après la guerre, logent encore 2 500 familles brestoises ?

La solution est ailleurs et nous la connaissons : il suffit de construire dans les prochaines années **65 000 logements accessibles** pour loger décemment chaque famille finistérienne.

Jusqu'à présent les promesses des élus et des gouvernants gaullistes n'ont pas manqué. Pourtant ils marquent une certaine inquiétude, comme Pompidou, devant certains échecs spectaculaires dans une politique du logement totalement inadaptee et émaillée de scandales épisodiques.

✱

Actuellement pour résoudre la crise du logement, une nécessité s'impose : développer la construction sociale, c'est-à-dire la construction de logements tels que les loyers ou les annuités de remboursement soient en rapport avec les salaires, les traitements, les retraites. La construction du type H.L.M. offre cette solution.

Seulement, l'orientation du V^e plan prévoit la mise en sommeil, voire l'étouffement des constructions H.L.M. locales au profit de la construction par les Sociétés Immobilières. Or, les loyers demandés par ces Sociétés sont hors de portée des familles

modestes et notamment des travailleurs dont les salaires restent bas. Ces dernières années les demandes de H.L.M. n'ont pas cessé d'augmenter. Les chiffres de Brest sont éloquentes :

1963 : 5 900 demandes
1967 : 6 200 demandes encore à satisfaire.

Et sur ces dernières il faut compter près d'un millier émanant de familles logées dans des **logements neufs** construits par des Sociétés Immobilières dont les exigences sont telles que ces familles n'arrivent plus à faire face aux charges locatives. (Il y aurait ainsi plusieurs millions d'AF de loyers impayés).

Il faut donc faire démarrer immédiatement dans notre département des tranches annuelles de constructions prioritaires. A la cadence de 6 000 logements par an dont 3 000 en H.L.M. le problème peut être assez vite résolu à condition que soit aussi appliquée une politique de relèvement des salaires et des avantages sociaux.

Dans le même moment il faut obtenir l'abolition de toutes les lois et décrets publiés ces dernières années et qui mettent en cause le caractère social des H.L.M. La création d'un Fonds National H.L.M. faciliterait beaucoup les choses. Il prendrait en compte le financement total de la construction, aussi bien l'achat des terrains que la mise en viabilité et l'ensemble des travaux.

Mais on s'occupe en haut lieu de loger d'abord les sous-marins atomiques de l'île Longue et c'est l'Etat gaulliste qui réquisitionne les terres et exproprie les habitants fixés là depuis des générations.

La base de sous-marins de l'île Longue 26 milliards d'A.F.

Les crédits globaux pour la Bretagne en 1967 23 milliards d'A.F.

Les crédits civils de la région « Bretagne » diminués de 31 % pour 1967

L'agriculture bretonne aura 10 % de crédits en moins. Et personne n'ignore les besoins dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'habitat, de la modernisation générale ou de l'aide à l'installation des jeunes.

L'Education Nationale devra se contenter d'un budget amputé de 39 %. Est-ce ainsi que l'on pense donner aux jeunes Bretons la formation générale et professionnelle qu'ils ont en droit d'exiger avant d'être jetés sur le marché du travail, loin de chez eux. Sait-on qu'il y a deux ans, 42 % des demandes d'entrée dans les établissements techniques en Bretagne n'étaient pas satisfaites.

Les équipements urbains auront 49 % de crédits en moins. Le budget des télécommunications diminuera de 30 % ; celui des équipements sanitaires de 68 %, et les équipements portuaires de 21 %.

En tout, pour 1967, la Bretagne aura 233 991 000 F. contre 336 millions 902 000 F. en 1966. C'est la marche du crabe orchestrée par l'U.N.R. et ses alliés d'aujourd'hui, d'hier et de demain.

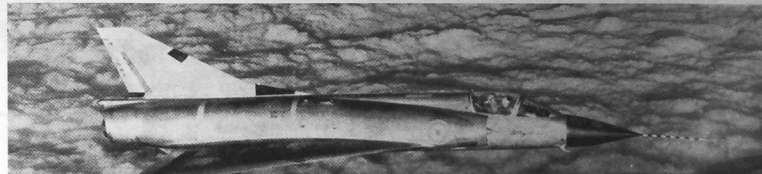
Tous les députés UNR ont approuvé massivement cette politique.

Mais, 26 milliards d'anciens francs pour la base sous-marine de l'île Longue

En effet, le coût total des installations de la base de sous-marins atomiques de l'île Longue, en face de Brest, s'élève à 26 milliards. Pour le moment, car ici, s'il ne peut y avoir réduction de crédits, il n'est pas interdit de dépasser le plan financier.

Nous constatons que le prix de cette base est déjà supérieur aux crédits globaux affectés en 1967 à la Bretagne.

Là aussi, c'est encore un choix qui ne cadre pas avec certaines déclarations du pouvoir.



Trois déclarations et la réalité

Les déclarations n'ont jamais coûté cher au gouvernement gaulliste. Quant à la suite à leur donner, il suffit simplement de rappeler trois d'entre elles :

1962 : « **L'avenir de la Bretagne, j'en répons** »
(Général De Gaulle à Landerneau).

1966 : « **...quelques rides à la surface...** »
(Général De Gaulle à Lanvéoc).

1967 : « **Dans le budget national, nous faisons la part belle à la Bretagne** »
(Georges Pompidou à Quimper).

LA REALITE : LES BAS SALAIRES

Les faits, eux, sont réels... comme les Bretons. Ils démontrent que, malgré tous les discours du chef du gouvernement et de ses féaux serviteurs, la situation des travailleurs ne s'est guère amé-

liorée. Depuis 1958, le pouvoir d'achat n'a pas cessé de régresser, malgré les luttes tenaces de la classe ouvrière et de ses alliés pour relever son niveau de vie.

Pourtant, dans le même temps, la production et la productivité ont augmenté, même dans une industrie comme la conserve, dont l'activité cependant ne se développe pas sur une grande échelle.

Un tableau sommaire se passe de commentaires dans ce domaine.

Conserveries	1959	1964
Légumes	266.000 F.	466.800 F.
Poisson	66.300 F.	75.000 F.

Et, dans ce cas, comme dans bien d'autres, c'est paradoxalement le travailleur qui ne recueille jamais le fruit de ses efforts sous la forme d'un salaire correctement calculé.

Dans de telles conditions, le Plan dit de stabilisation est négatif et nocif.

Une disparité aggrave encore le sort des travailleurs bretons. Des comparaisons sont éloquentes :

Salaires moyens annuels :
national 8.900 F.
parisien 14.157 F.
breton 7.521 F.

Stabiliser signifiait en réalité comprimer les salaires, c'est sans aucun doute au nom de ce principe que, malgré les promesses de M. Pompidou, les zones de salaires continuent d'exister : elles devaient disparaître en décembre 1966.

A la pointe de Bretagne, le vent emporte vite les paroles, surtout ministérielles...

LE FINISTÈRE A L'HEURE DES MONOPOLES

A l'heure actuelle : celle du Marché Commun et de la petite Europe, les monopoles se livrent une lutte gigantesque et sans merci pour la possession de marchés nouveaux. C'est une nécessité pour eux d'exploiter à fond la classe ouvrière et toutes les

couches laborieuses de la population. Aussi, délibérément, l'aménagement du territoire tend avant toute chose à servir les intérêts des monopoles.

Ceux-ci placent leurs capitaux où ils rapportent le plus. Des gens comme M. Marette, ministre des P.T.T., conseille aux Bretons d'accepter des bas salaires car, dit-il, ainsi les industriels auront avantage à venir s'installer chez nous.

Or, les grands monopoles savent bien qu'il est inutile pour eux de faire les frais d'une coûteuse décentralisation pour avoir de la main-d'œuvre à bon marché.

En laissant la Bretagne se désindustrialiser, ils savent que la main-d'œuvre sera contrainte d'émigrer vers leurs usines parisiennes ou de l'Est de la France. Ils espèrent même que la surabondance de travailleurs fera pression sur les salaires pratiqués dans leurs entreprises.

En revendiquant pour un meilleur pouvoir d'achat, les Bretons en fait, luttent pour le développement de l'industrie des biens de consommation, industrie qui prédomine chez nous.

Dans l'optique d'une désindustrialisation, la place réservée au Finistère est très simple : **on en fait un réduit militaire.**

Des crédits énormes sont consacrés à la construction de radars, de bases aéronavales, de bases pour sous-marins atomiques...

Il ne faut pas chercher ailleurs l'une des causes du sous-développement économique de notre région.

LA SITUATION ECONOMIQUE

L'EMPLOI

Une des caractéristiques de cette situation est le comportement démographique anormal du Finistère. Sans entrer dans les détails d'une étude poussée, on peut très simplement constater que si la population de notre département s'accroît, le nombre des « actifs » diminue.

En 1958, le Finistère comptait 330.000 actifs
En 1962 300.000 actifs

ILS VOULAIENT VOIR LE MINISTRE... IL LEUR ENVOIE SES C.R.S.

On peut penser, si l'on tient compte du fait que les départs continuent, qu'en 1967, le chiffre a encore baissé.

Pour faire face et redresser une situation dangereuse pour l'avenir de notre région, il faudrait, en bonne logique, créer au moins en Bretagne 15.000 emplois, non agricoles, par an. Nous sommes loin du compte... Et M. Jeanneney, ministre des Affaires Economiques et Sociales pense que « le problème essentiel n'est pas de freiner l'exode, mais de donner aux Bretons qui quittent leur région une qualification professionnelle suffisante afin de devenir de bons ouvriers là où ils iront s'installer » (audience du 4 novembre 1966 à la Préfecture de Rennes).

Qu'avec beaucoup d'esprit ces choses-là sont dites !

Elles n'empêchent pas que, de 1964 à 1966, le nombre des demandes d'emplois non satisfaites dans le Finistère a augmenté de 11 %, ce qui tendrait à prouver qu'il n'était pas dans la



UN JOUR LA COLÈRE ÉCLATE



nature de tous les Finistériens de vouloir à toutes forces aller chercher à s'employer ailleurs.

LES FERMETURES D'USINES

De nombreuses usines finistériennes ont fermé, par asphyxie, par concentration, par transfert...

- 57 conserveries ont fermé entre 1958 et 1966, représentant une perte de 3.200 emplois (29 %).
- 12 entreprises importantes ont été transférées depuis 1960 dans d'autres départements.
- 200 licenciements ont affecté les ouvriers du Sud-Finistère au cours du premier trimestre 1966, sans compter de considérables réductions d'horaires dans la métallurgie, le papier-carton, l'habillement...

Dans les perspectives offertes par le V^e Plan, tous les processus de la concentration sont appelés à s'accroître et à aggraver la situation des plus défavorisés.

De même, le démantèlement du Réseau Breton, dont nous parlons par ailleurs, n'est pas fait pour aider au développement économique d'une région que le gaullisme tente, peu à peu, de transformer en « désert breton », suivant le mot d'un économiste.

LES ABANDONS

Dans tous les domaines, il semble bien que l'on distingue une volonté déterminée de l'Etat gaulliste tendue vers la disparition de tout ce qui n'est pas d'un intérêt direct pour les monopoles :

- Dans la réparation et la construction navale, l'Etat cède de plus en plus les travaux relevant de l'Arsement de Brest, à des sociétés privées. Il licencie son personnel : 1.240 entre 1960 et 1967.
- De même, il se montre toujours prêt à abandonner les chantiers E.D.F., comme c'est le cas à Chinon, aux constructeurs privés.
- L'effort consenti dans les services hospitaliers est infime par rapport aux besoins : la journée du 10 février a dé-

noncé cet aspect de la carence gouvernementale.

— Il manque partout des maisons de retraites...

On nous avait promis beaucoup, on nous abandonne en nous jetant des miettes, et c'est jusqu'à nos élites qu'on nous subtilise. Car la nomination de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du Finistère, à la direction du port du Havre, c'est aussi la marque d'un choix. Et dans ce choix, nous craignons que Brest et le Finistère ne soient pas retenus pour l'implantation d'un complexe pétrolier.

Promesses et déclarations se succèdent, mais notre région reste face à ses difficultés. Il y a pourtant des moyens de les résoudre et le Parti Communiste apporte ses solutions. Dès le 5 mars, chacun pourra d'ailleurs, concrètement, les approuver par son bulletin de vote.



VOUS ETES
PREVENUS
M. LE MINISTRE

TOUS VOS SUFFRAGES
AUX MEUBLES

Jean RICHOU

LA MAISON
QUI NE TROMPE PAS
SES CLIENTS

PRIX REPUTES

les
"meilleur marché"
de france

15, RUE JEAN-JAURES
30, RUE EMILE-ZOLA
BREST

IMPERMÉABLES

HOMME - DAME - ENFANT

la seule maison
spécialisée

QUIMPER IMPER

Maison VINCENSINI-PLOE

Rue de la Mairie - Place Saint-Corentin

Gabardines - Pardessus - Manteaux
Lodens



PAUL LE GALL

Nous proposons des solutions

Améliorer le sort des travailleurs

Il ne s'agit pas seulement de produire toujours plus et toujours plus vite. Un véritable équilibre économique dans un développement harmonieusement conçu ne peut se passer de la possibilité pour l'ensemble des producteurs de pouvoir jouir de l'ensemble de la production. Tout autre optique est réactionnaire.

La première condition est donc d'assurer à l'ensemble de la population un pouvoir d'achat élevé, garantie d'un grand pouvoir de consommation. Les mesures qui s'imposent, les communistes les proposent depuis longtemps.

- Augmentation générale des salaires ;
- Suppression des zones de salaires ;
- Avancement de l'âge de la retraite, avec relèvement des pensions ;
- Allègement de la fiscalité par une démocratisation du régime fiscal ;
- Diminution de la semaine de travail sans diminution des salaires ;

- Développement d'une véritable politique des Loisirs ;
- Aménagement et allègement du travail des femmes ;
- Une politique dynamique de la jeunesse par le développement du sport et des loisirs sains, par le développement de l'Education Nationale

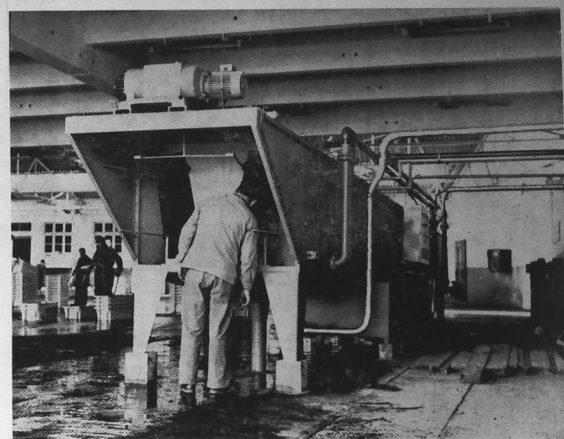
Quant aux moyens, ils sont simples :

- Réduire les bénéfices énormes des milliardaires capitalistes ;
- Nationaliser tous les monopoles ;
- Mettre un terme à la militarisation de notre économie.

Les crédits ainsi dégagés permettraient de résoudre les problèmes qui nous préoccupent : salaires, modernisation, routes, chemins de fer, ports, logements, écoles...

C'est, en bref, ce que proposent les communistes.

du travail pour tous et de meilleurs salaires



Donner aux femmes le temps de vivre

Depuis les Assises Nationales organisées en mars 1965 par la C.G.T. sur le travail des femmes, bien des idées ont fait leur chemin.

Travailleuse, épouse et mère, la femme d'aujourd'hui effectue en moyenne 80 à 100 heures de travail par semaine. **C'est trop !**

Les femmes veulent :

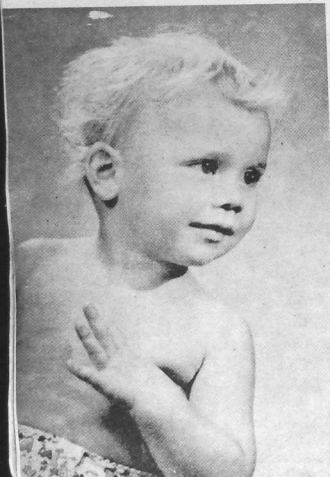
- commencer plus tard le matin,
- finir plus tôt le soir,
- des pauses payées pendant la journée,
- deux jours de repos consécutifs,
- du temps pour la maternité,
- 4 semaines de congés payés pour toutes,
- 5 semaines pour les jeunes filles,
- du temps pour s'instruire et se distraire,
- la retraite à 55 ans.

C'est bien !

Les députés communistes ont déposé cinq propositions de loi allant dans ce sens.

Ils ont également demandé l'abrogation des lois réprimant la contraception. Les Finistériennes sauront reconnaître ceux qui les défendent.

CHAQUE SOURIRE
D'ENFANT
EST UNE AUBRE...



Donner aux jeunes le présent et l'avenir

Comme les femmes, la jeunesse connaît les conditions de travail les plus difficiles. La recherche d'un emploi les conduit souvent loin du foyer paternel ou les oblige à de continus et longs déplacements quotidiens.

La jeunesse a les plus pressants besoins et son avenir reste encore à assurer. Pour elle, les communistes proposent :

- ◆ l'application rigoureuse du principe « à travail égal, salaire égal » ;
- ◆ la possibilité pour les jeunes de participer à la vie publique, notamment par l'octroi du droit de vote à 18 ans ;

◆ l'attribution de subventions aux organisations démocratiques de la jeunesse, sans exclusive ;

◆ l'instauration du service militaire à court terme (12 mois immédiatement) ;

◆ la satisfaction des revendications des jeunes du contingent (en premier lieu celle d'un statut démocratique du soldat) ;

◆ une cinquième semaine de congés payés pour les jeunes de moins de 21 ans ;

◆ la réduction des taxes sur les équipements sportifs et de plein air ;

◆ la construction pour les jeunes travailleurs et les étudiants de logements à loyer modéré ;

◆ la construction de foyers de jeunes travailleurs et de chambres pour les étudiants ;

◆ la construction de clubs et de maisons de jeunes ;

◆ des enseignants qualifiés et des écoles dans le cadre d'une réforme démocratique de l'enseignement.



YVES CAM

LA JEUNESSE NE DEMANDE QU'À S'ÉPANOUIR





J.-F. HAMON

La réforme démocratique de l'enseignement

MANIFESTATIONS DANS LE FINISTERE

Dans tous les départements, parents d'élèves et enseignants revendiquent des constructions nouvelles d'écoles, des créations de postes et des maîtres pour tous les ordres d'enseignement.

Dans le Finistère, après la rentrée d'octobre 1966, les délégués des instituteurs estimaient qu'après l'ouverture de 41 classes primaires et maternelles et de 10 classes de C.E.G., il manquait encore un minimum de 13 classes primaires et maternelles et 31 classes de perfectionnement.

Les manifestations de mécontentement ont été nombreuses :

- le 19 mai 1966, les organisations laïques de la circonscription de Quimperlé tenaient à Concarneau un rassemblement contre la suppression des internats ;
- le 6 décembre 1966, c'était la grève des parents d'élèves du C.E.T. du Bouguen, à Brest, menacé d'être déplacé pour l'installation d'un I.U.T. ;
- le 8 décembre, les instituteurs et institutrices du Finistère attiraient l'attention sur les difficultés rencontrées pour titulariser les jeunes enseignants, ceci à cause essentiellement de l'insuffisance de créations de postes budgétaires. Plus de 2 000 lettres étaient expédiées au ministre de l'Education Nationale ; des délégations se rendaient auprès des Conseillers généraux, des Sous-Préfets, du Préfet.

OPTIMISME... MINISTERIEL

C'est dans ce climat de difficultés que s'est déroulée la rentrée 1966 et la réalité des faits contredit les affirmations toujours optimistes du ministre Fouchet.

Le gouvernement fait état d'une augmentation des crédits, mais cette augmentation est d'une insuffisance

criante soulignée par les rapporteurs de la majorité eux-mêmes : le budget de l'E.N. pour 1967 comporte une majoration de 9,8 % alors que l'accroissement des dépenses budgétaires se chiffre à 12,6 %. Ainsi, dans le budget général, la part de l'Education Nationale diminue.

Ajoutons que pour la Bretagne, ce budget sera amputé de 39 %. Est-ce ainsi que l'on pense donner aux jeunes Bretons la formation générale et professionnelle qu'ils ont en droit d'exiger avant d'être jetés sur le marché du travail, loin de chez eux ? Sait-on qu'il y a deux ans, 42 % des demandes d'entrée dans les établissements techniques en Bretagne n'étaient pas satisfaites ?

REALITE ALARMANTE

La situation alarmante de l'Ecole Publique a conduit le Comité National d'Action Laïque à engager une campagne d'action à partir du 10 décembre et à lancer l'« Appel à l'opinion » qui recueille l'adhésion de nombreuses associations de base : Amicales laïques, Parents d'élèves, Syndicats, Partis politiques.

Le Parti Communiste Français a soumis à la discussion publique son « **Projet pour une réforme démocratique de l'Enseignement** » inspiré par les trois idées suivantes :

- 1° — Nécessité d'une réforme démocratique ;
- 2° — Exigence de crédits considérables ;
- 3° — Laïcité.

QU'EST-CE QUI REND NECESSAIRE LA REFORME DEMOCRATIQUE ?

D'abord celui qui sera l'homme, le producteur de l'an 2000, vient d'entrer à l'école. Nous avons le devoir de le préparer à ce monde nouveau où la technique et la science se développent à un rythme sans cesse accéléré. Ce producteur devra être capable de toutes les adap-

tations professionnelles nécessitées par ces progrès de la technique.

Ce citoyen devra être apte à la gestion économique, sociale et politique aux divers échelons de la démocratie nouvelle.

Cet homme doit recevoir une culture générale la plus élevée possible lui permettant de bénéficier pleinement des loisirs nouveaux, des moyens audio-visuels distributeurs de la culture ; lui permettant également communication toujours plus large avec les autres hommes de son pays et des autres nations.

EXIGENCES DE CREDITS CONSIDERABLES : LA PRIORITE DES PRIORITES

Tous les spécialistes s'accordent pour affirmer qu'une telle réforme démocratique exige des crédits considérables pour construire et équiper les locaux, former les maîtres et financer les mesures sociales indispensables.

Est-ce possible ? Nous prétendons que oui. Un pays comme la France qui a gaspillé des milliers de milliards dans les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, qui continue de jeter des milliers de milliards dans la construction de la force de frappe peut dégager les ressources nécessaires d'un grand budget de l'Education Nationale.

LAICITE

Depuis 1958 le renforcement des attaques contre la laïcité de l'Etat et de l'Ecole est une constante de la politique gaulliste. Dès 1951, les parlementaires du parti de de Gaulle, le R.P.F., avaient en bloc voté les lois Marie - Barangé, premières brèches dans l'édifice laïque. La loi Debré - de Gaulle de 1959 se traduisit en 1966 par l'octroi de 118 milliards 286 millions d'anciens francs de subventions à l'enseignement clercal. Avec cette somme combien auraient pu être créés de postes supplémentaires dans l'enseignement public ?

Tous les laïcs se réjouissent de constater que l'accord conclu entre le P.C.F. et la F.G.D.S., étape importante

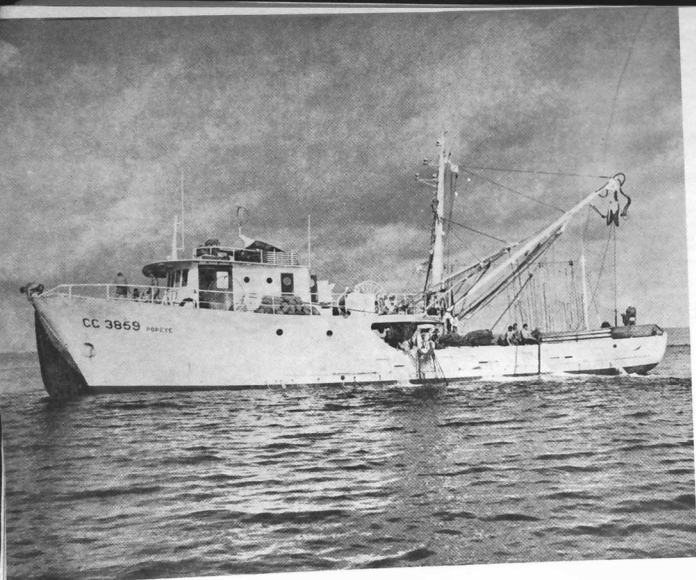
dans la voie de l'union des forces ouvrières et démocratiques, réaffirme que : « **Concernant l'Education Nationale, les deux délégations indiquent que l'intérêt de la nation exige l'égalité des chances de la jeunesse, la réforme démocratique de l'enseignement et les crédits nécessaires dans le respect de la laïcité de l'Etat de l'école...** »

Ainsi donc le problème scolaire dans son ensemble et chacun de ses chapitres ne peut être résolu que par une démocratie authentique prenant appui résolument sur les forces sociales de progrès et animée par les forces politiques de la gauche unie.

Dans la lutte contre le pouvoir des monopoles et l'ensemble de la politique réactionnaire, qu'elle soit pratiquée par l'U.N.R. ou soutenue par les centristes, la **fermeté constante** du Parti Communiste Français témoigne en sa faveur.

Le contenu de nos projets actuels pour une véritable réforme démocratique et laïque atteste le sérieux des études d'un parti qui n'est pas seulement d'opposition mais qui s'affirme parti de gouvernement. C'est ce qui vaudra au Parti Communiste Français l'appui innumérable des enseignants, des laïcs, des démocrates.





moderniser... mais aussi humaniser le travail

Résoudre les problèmes de la modernisation dans le Finistère

L'industrialisation du Finistère se heurte incontestablement au problème de l'énergie.

L'installation de nouveaux complexes, la croissance industrielle exige une consommation croissante d'énergie. Si la consommation moyenne en France s'accroît de 4 % par an et pose déjà des problèmes, le Finistère a des besoins encore plus grands s'il veut rattraper son retard et accueillir avec profit de nouvelles implantations : sucreries, raffineries de pétrole, électronique, matières plastiques, usine de kaolin...

Il est possible de pousser plus loin l'exploitation de nos richesses naturelles : les industries de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche peuvent connaître une très large expansion. Notre sous-sol contient le 1/8^e des réserves de fer français, du minerai de plomb d'une bonne teneur. Nos ports sont bien placés pour recevoir le pétrole ou les ensembles pour le raffinage du sucre, etc...

Dans la perspective des vingt prochaines années, il faut préciser les nouvelles solutions et passer rapidement des domaines expérimentaux que représentent le barrage de la Rance et la centrale de Brennilis, au domaine pratique. Il est donc nécessaire de pousser activement la Recherche dans le cadre de ces solutions d'avenir. Elles doivent permettre de résoudre les problèmes énergétiques de notre région, ajoutées aux apports du gaz de Lacq qui, aujourd'hui, s'arrête à Lorient et peut, très rapidement, être un appoint sérieux.

La modernisation du réseau de communication est plus que nécessaire : ne parle-t-on pas d'une usine de la région de Pont-l'Abbé qui risque d'être transférée hors du département parce que, depuis vingt ans, cette entreprise se trouve quotidiennement aux prises avec les problèmes posés par une route nationale indéfiniment maintenue dans une étroitesse critique ?

Par ailleurs, nous montrerons plus loin tous les avantages que le tourisme pourrait tirer de cette modernisation, qui devra aussi porter sur les télécommunications, le logement, l'enseignement, l'agriculture et la pêche.

C'est résolument vers des solutions neuves et hardies que le Finistère doit se tourner.

DES BESOINS TOUJOURS CROISSANTS





YVES KERREC

Une riche expérience : la centrale E.D.F. EL 4 de Brennilis

C'est le 7 juin 1962, après 3 ans d'études préliminaires, que le Commissariat à l'Energie Atomique et l'E.D.F. décidèrent la construction d'EL 4 dans le site bien connu des Monts d'Arrée.

Les travaux commencèrent en juillet, mais un hiver rude et des difficultés d'ordre géologique entravèrent les débuts du chantier.

Aujourd'hui, EL 4 fonctionne, ou plutôt « *diverge* », comme disent les spécialistes.



Si nous avons salué la naissance d'un tel chantier, c'est qu'en plus d'une nouvelle aventure humaine dans l'exploration pacifique du domaine de l'atome, il apportait un espoir à notre région fort déshéritée dans la production de l'énergie.

Expérience de qualité, menée par nos ingénieurs, la centrale nucléaire EL 4 est également une tentative d'apporter du nouveau dans la re-



MAIS LE CHOIX...

cherche de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. C'est une autre voie que celle de Marcoule ou de Chinon qu'explore actuellement Brennilis.

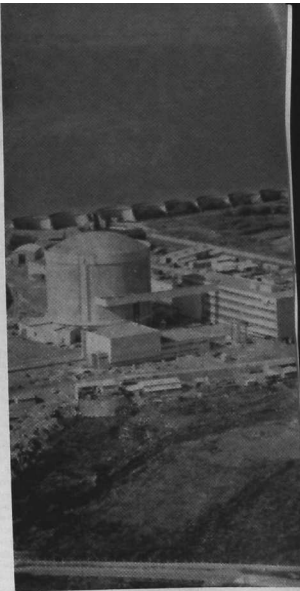
Précisons, en simplifiant à l'extrême, que notre EL 4 est le support d'une recherche précise vers l'utilisation de l'eau lourde comme modérateur et du gaz carbonique comme refroidisseur dans les réacteurs complexes de l'uranium naturel, choisi ici comme « combustible » de la « chaudière », base de la production d'électricité, comme dans les centrales thermiques ordinaires.

Les expériences de Chinon et Marcoule utilisent le graphite au lieu de l'eau lourde. Elles représentent le cas le plus fréquent dans les centrales nucléaires. Si bien que Brennilis est une expérience à caractère original : seules la Tchécoslovaquie et la Suisse tentent aussi quelque chose dans le même sens. Leurs usines viennent aussi de « *diverger* » récemment. Il n'est pas sûr que ce soit la meilleure voie, mais seule l'expérimentation pourra fournir les données qui permettront d'apprécier les essais à leur juste valeur.



Il nous reste donc au cœur de l'Arrée une construction tournée vers l'Avenir. Mais elle ne doit pas être uniquement un sujet d'expérience ou de curiosité, pour enrichir le folklore breton d'un nouveau mystère ou de la lande. Ce qui intéresse pratiquement les Finistériens, qui saluent ici les chercheurs, c'est que le gouvernement mette à leur disposition les sources d'énergie nécessaires pour impulser, sans contraintes, l'essor industriel, élément vital du développement de notre région.

EL 4, avec sa puissance installée de 70 à 80.000 kw, est déjà une expérience non négligeable, à condition que ses possibilités d'adaptation au réseau soient très rapidement mises au point ; mais d'ores et déjà, il apparaît qu'une seconde centrale de 500.000 kw est de première nécessité. Le retard, déjà trop grand, de notre potentiel énergétique, est la cause de nombreuses difficultés : nos lignes de chemin de fer connaissent encore les servitudes de la vapeur, c'est là aussi une des raisons pour lesquelles les grands complexes industriels s'implantent ailleurs...



...EST A FAIRE



ALPHONSE PENVEN

Une agriculture n'est pas incompatible avec l'exploitation familiale

A ceux qui nous reprochent de défendre les petites et moyennes exploitations, nous voulons d'abord préciser que nous défendons plus les exploitants que les exploitations et qu'il n'est pas du tout dans nos intentions — contrairement à ce qu'affirment ceux qui caricaturent notre politique — de maintenir les exploitations figées et les petits paysans dans la misère.

Nous proposons simplement que l'on n'utilise pas la contrainte à leur égard, notamment en les privant des avantages qui sont réservés aux autres, mais que l'on apporte par contre une aide à ceux qui veulent se maintenir.

NOUS PROPOSONS :

◆ Le développement d'une agriculture moderne et la défense des exploitations familiales, ce qui exige notamment les mesures suivantes :

— La diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, l'extension des débouchés agricoles par le relèvement du pouvoir d'achat de la population et par le développement d'échanges commerciaux avec tous les pays sans discrimination ;

— Le soutien de la coopération agricole sous toutes ses formes. Le mouvement CUMA est largement amorcé dans le Finistère puisque déjà 200 CUMA couvrent 1/10^e du territoire. Soutenu, ce mouvement peut s'étendre.

— L'aide aux exploitations familiales, le rétablissement et l'amélioration du statut du fermage et du métayage ;

— L'abrogation des dispositions favorisant l'accaparement des terres des petits paysans par les gros capitalistes, l'attribution en priorité aux exploitants familiaux des terres disponibles et mises en vente ou en location, le rétablissement des avantages supprimés par la loi d'orientation.

— L'application aux salariés agricoles de droits identiques à ceux des autres professions.

Des ports tournés vers l'avenir

NOUS CANDIDATS ONT FAIT LEUR PREUVE

Oui, nos candidats ont fait leur preuve. Alphonse PENVEN est conseiller général d'un canton où 90 % des paysans lui accordent confiance.

Louis HEMERY est maire d'une commune rurale, une des rares à s'honorer du titre de commune rurale moderne.

Pierre SALAUN est le constructeur d'écoles où les meilleures conditions sont créées pour les enfants de cultivateurs.

Paul LE GALL, Jean-François HAMON, Yves CAM, Yves KERREC, André CLERC, tous accordent la plus grande attention aux revendications du monde agricole.

DEFENDRE LES PETITS EXPLOITANTS



La situation des ports de pêche français est privilégiée : les eaux poissonneuses de la Manche, les fonds de la très large plateforme continentale atlantique n'ont pas fini d'apporter de belles moissons aux travailleurs de la mer.

Mais la modernisation, aujourd'hui nécessaire, ne peut se faire que par une aide importante accordée par l'Etat.

Les chiffres montrent que nos ports sont capables de produire plus et que si des difficultés surgissent aujourd'hui, innombrables, c'est que dans le domaine de la pêche l'orientation gouvernementale est à la concentration. Le seul but est de réduire les investissements portuaires et maritimes pour dégager des crédits utilisés ailleurs : pour des sous-marins atomiques par exemple. Pour cela il y a une solution.

	1963	1964	1965	1966
CONCARNEAU	45 000 t	49 000 t	59 000 t	68 000 t
DOUARRENEZ	16 000 t	19 000 t	21 000 t	21 000 t

Pourtant tous les deux connaissent des difficultés, comme les ports moins importants où la pêche ne progresse pas.

	1963	1965	1966
LE GUILVINEC	14 000 t	10 000 t	11 000 t
AUDIERNE	1 300 t	1 800 t	1 600 t

Et ce sont bien entendu les équipages, les travailleurs qui souffrent directement de la politique de ceux qui ne veulent pas que les ports finistériens soient tournés vers l'avenir.

VICTIMES N° 1 : LE MARIN ET LA PÊCHE ARTISANALE

Le marin qui, comme à Concarneau, voit sa "part" diminuer avec la chute des cours est la première victime de cette situation. Pour le marin en effet, c'est son travail qui cesse d'être rétribué ou qui l'est insuffisamment. C'est sa vie et celle de sa famille qui est directement en cause. Pour l'armateur ce sont simplement des capitaux qui rapportent peu ou pas. Des marins, actuellement, rentrent parfois sans avoir à toucher de rémunération. Des calculs faits ont montré que la part correspondait à une rétribution de l'ordre de 0,50 F horaire, le quart de ce que touchent des manoeuvres. A

faire mourir lentement les ports les plus faibles. C'est celle que le gouvernement a choisie.

Pourtant si l'on regarde vers l'avenir, nous serons, dit-on, bientôt, 50 millions de Français. Si la consommation générale de poisson en France s'élevait seulement au niveau de la consommation à Paris, il faudrait 1 350 000 tonnes de poisson. En 1965 nous en avons pêché 780 000 tonnes. Nous sommes donc loin du compte et il y a place pour une grande flottille de pêche française dans les années à venir. Nos ports finistériens, s'ils étaient convenablement équipés, soutiendraient toutes les concurrence. La valeur de nos équipages, malgré les faibles moyens dont ils disposent, se traduit par les chiffres suivants, concernant les deux plus grands ports :

	1963	1964	1965	1966
CONCARNEAU	45 000 t	49 000 t	59 000 t	68 000 t
DOUARRENEZ	16 000 t	19 000 t	21 000 t	21 000 t

Pourtant tous les deux connaissent des difficultés, comme les ports moins importants où la pêche ne progresse pas.

	1963	1965	1966
LE GUILVINEC	14 000 t	10 000 t	11 000 t
AUDIERNE	1 300 t	1 800 t	1 600 t

la pêche artisanale il en est de même pour les marins et les co-propriétaires se demandent souvent comment amortir leurs bateaux. A partir de là, il est facile de comprendre que les commandes de nouvelles unités, aussi bien à la pêche industrielle qu'à la pêche artisanale, étaient inexistantes en 1966.

LE PARTI COMMUNISTE PROPOSE

En premier lieu il faut permettre un développement du marché. Pour cela : — Relèver le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs, donc notamment celui des marins. Pas de travail sans salaire. Aussi, pour Concarneau par exemple, sans changer le mode de répartition de la pêche fixer à 500 F par marée de 15 jours la rémunération minimum du marin. Pour les marées plus courtes, effectuer un règlement proportionnel. Lorsque la part du marin dépasse 500 F pour la marée la réparti-

tion se fera comme par le passé.

— Cessation des importations Interprofessionnelles de poisson et de conserve. Aucune importation ne pourra se faire sans accord de l'interprofession.

— Demander aux autres pays du Marché commun d'appliquer les accords de Rome qui prévoient l'égalisation des charges sociales dans le progrès.

— Suppression de la taxe sur le gaz oil.

— Aide à la pêche artisanale avec octroi de prêts et de subventions pour la construction et la modernisation de la flottille.

— Aide technique de l'Etat pour l'étude et la recherche de nouveaux fonds, pour la détection des bancs de poissons, pour le développement et l'utilisation des techniques nouvelles.

— Aide des pouvoirs publics pour l'installation de nouveaux points de vente de poissons. Ces points serviraient de démonstration et aideraient à l'extension de la vente. Subventions de l'Etat en faveur de la propagande pour le poisson.

— Pour nos marins, des mesures sociales et de sécurité :

— Augmentation des pensions, notamment pour les petites catégories.

— Généralisation des congés payés, ceux-ci étant portés à un mois.

— Allongement des périodes de repos entre les marées.

— Réduction progressive de l'inégalité entre la pêche côtière et hauturière par l'élevation des avantages des pêcheurs côtiers (notamment en matière d'allocations familiales).

— Contrôle strict de la construction des bateaux et des moyens de sécurité, extension des commodités à bord.

Il serait raisonnable de prévoir la constitution d'une caisse de chômage, compte tenu de la crise qui se développe.

Voilà quelques solutions qu'avance le Parti Communiste Français. Rappelons qu'il fut à l'origine des propositions de congés payés pour les marins et cette chose, qui à l'époque paraissait illusoire, est devenue réalité à la suite des luttes. Aujourd'hui encore les luttes comptent, mais le vote prolonge la lutte.

Pour un tourisme florissant

« Oh ! ma Bretagne avec ta mer changeante et ton ciel aimé des peintres ! O ! ma Bretagne dont tant de ressources sont inexploitées ! »

Marcel CACHIN.

C'est vrai ! Pour des millions d'hommes, pour des millions de travailleurs, la Bretagne c'est l'enchantement des vacances, la mer, le soleil, la plage, les vertes frondaisons.

C'est vrai aussi que même dans le domaine de l'accueil des vacanciers, bien des aspects ont été négligés.

Pourtant peu nombreux sont les départements qui peuvent offrir autant d'attraits que notre Finistère. Il faudrait citer chaque arpent de terre, des chaos d'Huelgoat à la lumineuse baie de Douarnenez, des îles de Glénan à l'Aber-Wrach, de la rade de Brest à la montagne de Laz, du Yenn' Ellez au Menez-Hom... on n'en finirait pas d'énumérer les caps, les pointes, les bois et les rivières...

L'animation de nos ports est un spectacle permanent. Les fêtes folkloriques et les pardons riches en couleurs sont des survivances d'un passé original, justement appréciés par tous nos visiteurs.

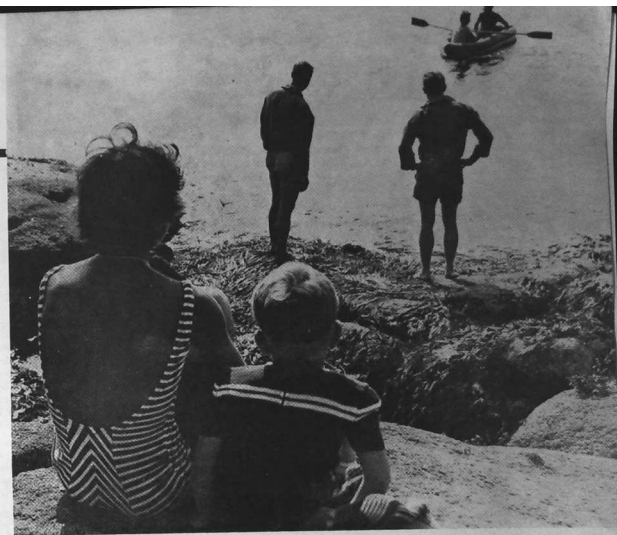
Nos écoles de voile sont parmi les plus réputées et nos rivières à truite et à saumon font la joie des pêcheurs les plus exigeants.

Landes, forêts, bords de mer recèlent encore des trésors propres à animer les imaginations les plus rétives : ruines gallo-romaines de Trouguet près de la pointe du Raz ; « campus d'Artus » au Huelgoat ; vestiges de villages gaulois à Beuzec ou à Crozon ; dolmens, menhirs, musées de Quimper ou de Penmarch, réserves naturelles du Cap-Sizun...

Nos trésors architecturaux sont innombrables, qu'ils soient de Locronan ou de Kerjean, de Concarneau ou de Pleyben...

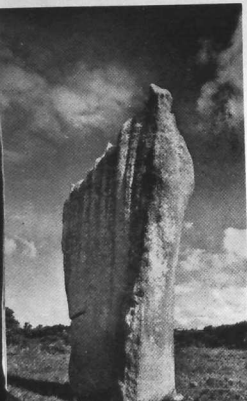
♦♦

Terre idéale de vacances, de détente et de repos, terre de santé, le Finistère ne peut pourtant offrir, souvent, que ses seuls attraits naturels aux visiteurs.



le climat tonique et vivifiant du Finistère

DRESSE SUR LA LANDE TMOIN DU PASSE...



QUE TROUVONS-NOUS PAR AILLEURS ?

- Un équipement d'accueil **INSUFFISANT EN QUANTITE**,
 — équipement hôtelier .. 5 % du potentiel national
 — camping 7,7 % » »
 — hébergement social 2,6 % » »
- Un équipement d'accueil **INSUFFISANT EN QUALITE**.
 — Seul Concarneau possède un hôtel 4 étoiles,
 — Il manque des terrains de camping (pratiquement inexistantes ailleurs que sur le littoral),
 — Beaucoup de terrains de camping sont sommairement équipés.

..

Or, le tourisme est une source de richesses : dans notre région, en 1965, il a représenté 20 % de la valeur de la production agricole.

C'EST POURQUOI NOUS PROPOSONS :

Le développement du **natisme** à l'aide de subventions aux municipalités, aux associations de jeunes pour les investissements nécessaires à l'aménagement portuaires et au fonctionnement de camps de voile à des prix accessibles aux jeunes travailleurs.

Le développement du **tourisme de l'Argeat** en mettant en place un réseau rationnel d'accès routier et ferroviaire. Une autoroute et des liai-

sons aériennes à bon marché sont indispensables entre Paris et le Finistère. L'équipement local en hébergement social, piscines chauffées, etc...

En effet, dans les 20 années à venir, nous allons vers l'accroissement de la population dans les villes et vers la réduction du temps de travail. Le « tourisme de week-end », pratiqué toute l'année, offrira à chacun plus de loisirs pour la pêche, la chasse, la promenade.

Des changements aussi profonds que ceux qu'apportèrent le Front Populaire et les congés payés en 1936 sont à prévoir dans la perspective d'un changement démocratique de régime. Mais c'est tout de suite qu'il faut commencer, car c'est aujourd'hui que les travailleurs et leurs enfants ont besoin d'air pur.

..

Ce sont là des propositions réalistes, mais elles comportent une part de lutte, dont celle de tous les jours pour de meilleurs salaires et des avantages sociaux.

Aujourd'hui, pour les salariés, les vacances se gagnent, par le travail de chaque jour, mais aussi par le combat syndical pour arracher des augmentations, des congés plus longs, et par le combat politique pour orienter dans une voie plus juste, avec le Parti Communiste Français, « le char de l'Etat » que 9 ans de pouvoir gaulliste ont embourbé d'angereusement.



ANDRÉ CLERC

LOUIS HEMERY



**librairie
des écoles**

5, rue des boucheries
quimper



LA CROIX-ROUGE - ESQUIBIEN
Tél. 186 - AUDIERNE



« TY-BOS » Route de Concarneau
QUIMPER, Tél. 21-52, 27-92

POUR VOS TISSUS, BLANC
POUR VOTRE AMEUBLEMENT
RIDEAUX - COUVERTURES

**au grand
paris
allamaguy**

Place Mal-Leclerc (face à la Poste)

C'est toujours mieux
et toujours moins cher

Fournisseur du C.C. Brestois

Pas de Bretagne prospère sans une France démocratique

Nous avons pu voir tout au long des pages qui précèdent le rôle néfaste joué par les monopoles dans l'équilibre économique français. L'Etat qui les soutient se montre de plus en plus autoritaire : c'est la seule attitude qui lui reste quand monte la vague des protestations. Les mesures qu'il prend sont si arbitraires que de plus en plus nombreux sont ceux qui lui retirent leur confiance et dénoncent ses errements.

Toute la politique, qu'ils osent appeler régionale, soutenue par les politiciens UNR et autres réactionnaires (notamment MRP et Indépendants) vise essentiellement à soutenir les monopoles dans leur recherche du profit maximum :

- L'aménagement du territoire assure avant tout la concentration des grandes unités de production **sur les régions où ces unités existent déjà.**
- Les organismes mis en place ne sont pas élus, mais désignés et en fait parfaitement irresponsables devant la Nation. Ces organismes tentent de dessaisir les Conseils municipaux et Conseils généraux de leurs prérogatives.
- L'aide de l'Etat est accordée sans direction précise et sans contrôle.
- Des **accords secrets** sont passés entre le gouvernement et les monopoles : tarifs secrets avec la S.N.C.F., livraison d'énergie (charbon, électricité) au-dessous du prix de revient, etc.

— Les lois d'orientation ne tiennent compte que de l'intérêt des trusts : on ferme à Hennebont pour investir en Lorraine.

Dans toutes ces mesures, rien de démocratique. Et la Bretagne en est victime en même temps que de nombreuses régions françaises. Car s'il y a un problème breton, il y a aussi en France un problème régional, dont il n'est guère possible d'entrevoir la solution dans le cadre du régime actuel. Il faut se garder de certaines illusions qui pousseraient à croire que sentimentalement attaché à nos bruyères et à nos plages un certain Premier Ministre pourrait prendre des mesures en faveur de la Bretagne. C'est mal connaître le personnage et le monde dur qu'il représente. Il n'y a dans la démarche gaulliste aucune place pour les faveurs sentimentales quand il s'agit des profits capitalistes.

Il n'y a, en fait, pas de solution uniquement bretonne au marasme que nous connaissons : la seule solution vraie est nationale. **Elle suppose un changement de la nature de l'Etat** et dans cette perspective un rôle important accordé à la coopération et aux solutions démocratiques. Un Etat qui en nationalisant les industries fondamentales et les banques se donnerait les moyens d'implanter les usines là où c'est nécessaire.

Un Etat dont le rayonnement dans le

monde grandirait s'il participait activement à toutes les actions en faveur du désarmement et de la paix. En renonçant à la force de frappe, en reconnaissant la République Démocratique Allemande et en usant de son influence pour que cesse l'agression américaine au Vietnam, la France verrait son audience grandir.

Les élections législatives du mois de mars sont un premier pas à franchir. En battant les candidats UNR et autres réactionnaires, MRP ou Indépendants, les Bretons manifesteront leur volonté de voir renaître une France démocratique capable d'assurer un développement régional harmonieux.

Les communistes sont prêts, depuis longtemps, à tous les efforts dans ce sens. Ils rencontrent une audience de plus en plus large comme l'indiquait dernièrement un sondage d'opinion effectué par les services de l'Institut Français d'Opinion Publique. Les chiffres sont révélateurs d'une prise de conscience de plus en plus claire dans tous les milieux : en effet si en 1964, 38 % des personnes consultées jugeaient utile le rôle du Parti Communiste dans la Nation, en 1966, 51 % exprimaient la même opinion.

C'est donc avec confiance qu'il faut envisager l'avenir, car au-delà du premier pas des élections législatives, il y a aussi les perspectives ouvertes par l'accord signé

entre le Parti Communiste et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, le premier accord de ce genre depuis vingt ans.

La silhouette d'une France démocratique se précise sur notre horizon politique. Elle est un gage de prospérité pour la Bretagne. C'est à vous, électrices, électeurs, de le vouloir en votant, dès le premier tour, pour les candidats présentés par le Parti Communiste Français, dont depuis des années vous appréciez les efforts en vue d'une union totale de la gauche française.

AVEC
LES COMMUNISTES
VERS UN AVENIR
MEILLEUR



GABY PAUL



BIBLIOGRAPHIE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

Travaux du XVIII^e congrès du P.C.F.
Travaux de la XXIV^e conférence fédérale du Finistère
Travaux du IX^e congrès de l'U.L.-C.G.T. de Brest
Quelle place pour la Cornouaille dans le V^e Plan ?
(CECOR)
L'économie du Finistère (n° 6)
Région Bretagne - Statistique INSEE 1966
La Documentation française - bilan 1964
Images économiques du monde - 1966
Pen ar Bed n° 36-37 - n° sp. 1961 - n° 22
Economie et Politique n° 110, février 1963
Sondages IFOP 1964-1966
Les Cahiers du Communisme (décembre 66)
Femme Travailleuse Syndiquée (F.S.M. 1966)
Douarnenez en Bretagne (R. Pichavant)
Douarnenez : évolution et perspectives (J.-P. Dubois,
Docteur en droit)
La pêche au thon en Bretagne D.E.S. Rennes
(R. Jaffrézic)
Les enquêtes des hebdomadaires : « L'École et la
Nation », « France-Nouvelle », « La Terre », « l'Hu-
ma-Dimanche », (décembre 66, janvier 67)
Les enquêtes des journaux : « Le Télégramme »,
« Ouest-France » (janvier 67) et « l'Humanité », orga-
ne central du P.C.F. (janvier 67)
Ceux de « La Terre » (Waldeck Rochet)
Annales de Bretagne, 1952
Les textes originaux ont été rédigés par :
Denise ROUDOT, Paul LE GALL, Louis LE ROUX,
Gaby PAUL, Jean-François HAMON, François TAN-
GUY, Jean PRIGENT, Michel MAZEAS
Les photographies sont de : Jo HERVE, Henri BRUSQ,
Suze et Dolf KRUGER, Michel MAZEAS, Joost et
Ben GUNTENAAR, H. BUREL
La mise en page de Michel MAZEAS

bulletin d'adhésion

Pour participer au combat que mènent les communistes pour faire avancer la cause de l'unité,

adhérez au Parti Communiste Français

Nom
Prénom
Adresse
Localité

Remplissez ce bulletin d'adhésion et remettez-le à un militant connu, ou faites-le parvenir à la Fédération du Parti Communiste Français : 87, rue de Glasgow - 29 N. BREST.

Imprimerie Commerciale - 82, Bd. Lakanal - Rennes

ARMOR-AUTO

Spécialiste de l'occasion

Port de Commerce - BREST

Concessionnaire :

AUSTIN NECKAR et AUTOBIANCHI

VÊTEMENTS

S. V. P.

Toute la famille bien habillée

47, 49, 51, rue Jean-Jaurès — BREST

A nos Amis

La fédération du Finistère vous offre gracieusement cette brochure. Pour diffuser nos idées, nous utilisons ce moyen n'ayant pas, comme l'U.N.R et la réaction, la télévision, la presse et l'argent, pour toucher les électeurs.

Cette brochure et notre campagne électorale nécessitent des fonds importants. Nous vous demandons de nous venir en aide. Vous aurez ainsi contribué à faire connaître encore plus largement nos solutions pour le Finistère et nos propositions de renouveau démocratique.

Vous pouvez remettre de l'argent aux militants du Parti Communiste Français, ou l'expédier à : Y. LE DUFF, 87, rue de Glasgow - BREST N. - 29. C.C.P. 394-57 Rennes.

Bien cordialement et merci d'avance.

La Fédération du P.C.F.

VENEZ VOIR ET ESSAYER LES RENAULT 1967

Renault 4 la championne de l'économie

Renault 8 une 5cv qu'un enfant pourrait conduire

Renault 10 la plus luxueuse des 6cv

Renault 16 une 8cv de classe internationale

100 % DE GARANTIE — 75 % DE CREDIT

QUIMPER

BREST

MORLAIX

LANDERNEAU

QUIMPERLE

CHATEAULIN

CARHAIX

Société des Garages de l'Odet

Auto-Garage Brestois

Garage HUITRIC

Garage CAMILLIERI

Garage GUILLOU

Garage de l'Aulne

Garage PIERRE et Cie

Téléphone : 108

Téléphone : 44-47-84

Téléphone : 39

Téléphone : 126

Téléphone : 188

Téléphone : 208

Téléphone : 64